

Les nouvelles
technologies de
communication :
amplificateur
des fractures de
la
mondialisation?

Mémoire de géopolitique
du chef de Bataillon Frédéric ARNAULT

dans le cadre du séminaire « La mondialisation »

Directeur de séminaire : Monsieur SCARINGELLA

*Les nouvelles technologies de communication : amplificateur
des fractures de la mondialisation?*

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :

A fracture numérique multiforme...

La fracture culturelle ou la cyberculture

Une dichotomie mondiale : le Nord et le Sud

Une hétérogénéité même entre pays industrialisés

Une fracture interne au pays

DEUXIEME PARTIE :

... des remèdes multiples

L'espoir d'un monde meilleur

Réduire la fracture numérique : des buts divergents

Des mesures concrètes pour réduire la fracture numérique

Introduction

Internet¹ est l'aboutissement d'une application (Arpanet) lancée par l'armée américaine au début des années 60. Internet lui succède et permet de relier entre eux des outils de communications évolués. C'est l'accomplissement de la société de l'information grâce à une densification des réseaux de communication. Internet permet aussi une accélération de la mondialisation et de l'interdépendance de l'espace mondial. C'est un outil capable de construire un monde unifié, globalisé, intégrant les zones les plus marginalisées de la planète en se jouant des frontières, des distances et des contraintes de temps. Pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, Internet n'a pas conduit à une homogénéisation du monde mais à une fragmentation entre connectés et non connectés. Le fossé numérique est devenu un terme à la mode.

Depuis l'explosion d'Internet et sa généralisation, les disparités voient le jour. En effet, on peut parler d'explosion, de croissance exponentielle, mais est-ce vraiment le cas partout à travers le monde?

Dès juillet 1995, le ministère du Commerce américain signale dans un rapport les disparités croissantes d'accès au réseau entre riches et pauvres, et entre ethnies. On ne parle pas encore de fossé numérique, mais l'expression perce dans les discours publics. En 1998, une version plus fine de la même étude est titrée «Nouvelles données sur le fossé numérique». Dans la presse américaine, les journalistes ôtent les guillemets et l'expression se banalise. En France, en août 1997, lors de l'université de la communication à Hourtin (Gironde), Lionel Jospin proclame: «Nous refusons que le fossé séparant ceux de nos concitoyens qui maîtrisent ces nouveaux outils du reste de la population s'accroisse.»

Après une étude des différentes formes que peut prendre cette fracture numérique de par le monde, nous verrons les différents remèdes souhaités par les instances internationales et les politiques mises en œuvre pour pallier cette disparité.

¹ Internet est considéré ici comme l'aboutissement des nouvelles technologies de communication. Les vecteurs tels que la télévision numérique, la transmission satellitaire ou autres ne seront pas abordés dans le cadre de ce mémoire.

I. A fracture numérique multiforme...

La fracture numérique peut être déclinée sous de multiples variantes. Nous allons voir dans cette partie les différentes formes qu'elle peut revêtir, tant culturelle que géographique, puis nous nous intéresserons aux causes qui sont à l'origine de celle-ci avant de voir les disparités mondiales.

A. La fracture culturelle ou la cyberculture

La fracture culturelle ou la cyberculture? Est-ce là la première fracture numérique? S'agit-il de cette culture jeune qui consiste à être connecté à l'Internet et s'adonner aux CD-Rom? A consommer des nouvelles technologies? Le préfixe «cyber» a donné aux alentours de 1945 la cybernétique, «science constituée par l'ensemble des théories groupant les études relatives aux communications et à la régulation dans l'être vivant et la machine» (Le Robert). Par extension, est «cyber» tout ce qui a un vague rapport avec la robotique, la micro-informatique, les réseaux. La cyberculture est donc la culture du cyber traduite dans toutes les formes d'expression...

Thierry Lemerre, professeur à Sciences po insiste sur l'existence d'une cyberculture, source d'exclusion, puisqu'elle soustrait tout une partie de la population de l'apprentissage d'un esprit critique qu'oblige à développer l'utilisation d'Internet.

Maîtriser l'information, c'est être capable de prendre du recul, être doué d'analyse critique, de capacité de synthèse, savoir lire beaucoup, vite, et en au moins deux langues. La société de l'information suppose une capacité cruciale de «décryptage» de sources. Les cyberexclus ne sont pas des exclus de l'informatique mais des exclus du capital culturel. Ainsi, Philippe Quéau, directeur de la division information et informatique de l'UNESCO pense que, je cite : « on devrait aller beaucoup plus loin encore, dans le sens d'une intégration plus approfondie de la cyberculture dans la structure de l'enseignement. »

Cependant il faut relativiser l'impact de la cyberculture encore embryonnaire, même si à l'avenir elle risque de creuser de fortes inégalités entre les populations. Aujourd'hui Internet n'offre pas encore de contenus radicalement nouveaux par rapport aux médias traditionnels (journaux, télévision, radio). Que reste-t-il, dès lors, de la « fracture numérique » ? Pas grand-chose, sinon le décalage entre l'Eldorado promis par les

chantres de la société de l'information et la réalité d'Internet tel qu'il s'impose aujourd'hui à tous les particuliers : une profusion d'informations à la validité non confirmée et relative.

Mais le monde associatif a compris l'intérêt d'Internet pour l'éducation, la mise en valeur de l'être humain et le développement. Autour de ce nouveau vecteur d'information, les initiatives se multiplient pour permettre de dispenser le savoir, la connaissance et l'utilité à travers le monde entier. Dans un continent marqué par l'obsolescence des voies classiques de communication comme l'Afrique, Internet trouve sur le terrain des applications qui répondent à des besoins très concrets. Télédiagnostics médicaux, acheminement du courrier, mise à disposition des cours de certaines denrées, gestion des stocks agricoles... La Toile peut même, assure Olivier Sagna (secrétaire général des systèmes d'information, des réseaux et des inforoutes au Sénégal), jouer un rôle déterminant dans la bonne marche des processus de démocratisation et d'éducation.

B. une dichotomie mondiale : le Nord et le Sud

1. Le fossé numérique à la lumière de la répartition géographique des internautes.

On compte seulement 9 % de la population mondiale connectées. Cela laisse 91 % de la planète en dehors de l'accès aux nouvelles technologies. De plus, 50 % de la population ne disposent pas d'une ligne téléphonique ni même d'installations électriques.

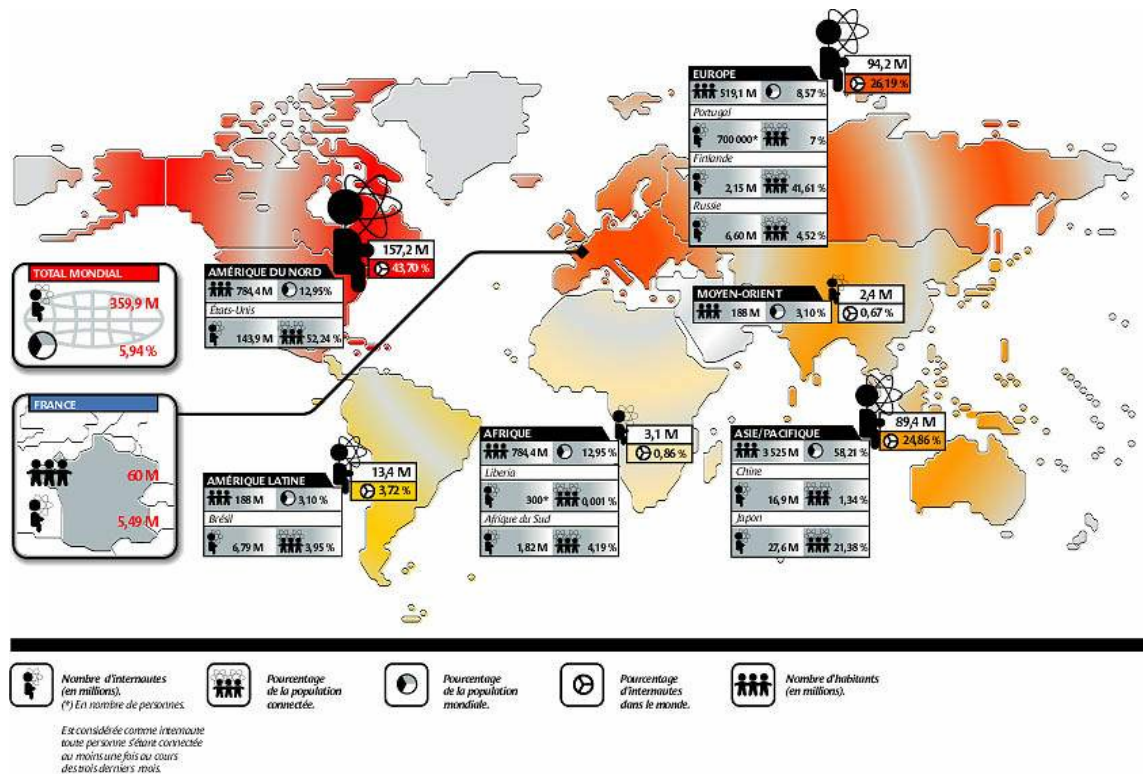
Selon les dernières statistiques fournies par la société Nua Internet Survey, le Réseau touche à peine 9 % de la population mondiale. Et encore, ce chiffre prend en compte les personnes s'étant connectées au moins une fois dans les trois derniers mois de l'étude. Autant dire que la réalité est sans doute bien en dessous. Aujourd'hui, Internet creuse les écarts, renforce les inégalités. Mais le réseau n'est pas un facteur d'exclusion, il profite aux « privilégiés », à ceux qui ont déjà tout. Cela ne surprendra personne, « Internet ne bénéficie qu'aux individus relativement aisés et instruits, conclut le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans son rapport mondial sur le développement humain de l'année 1999 ; 88 % des internautes vivent

dans des pays industrialisés (contre 0,3 % en Afrique), ce qui représentent à peine 17 % de la population mondiale ». De plus, les Etats-Unis et le Canada, qui représentent moins de 5% de la planète en termes de démographie, abritent près de la moitié des internautes, alors que l'Afrique, qui fournit 13 % de la population mondiale, pèse moins de 1 % dans le monde des internautes. Pour exemple, une ville comme New York compte plus d'individus connectés que le continent africain tout entier !

Mais l'utilisation d'Internet progresse régulièrement. Entre août 2001 et février 2002, le nombre d'utilisateurs a augmenté de plus de 30 millions.

Comme nous pouvons le voir sur la carte ci-dessous, les foyers de connexions sont très centralisés. L'Amérique du nord, l'Europe et l'Australie sont les pays les plus connectés. L'Afrique et l'Europe de l'Est restent loin derrière.

En terme de chiffres, un certain ralentissement se fait sentir en Amérique du nord. En revanche, la région Asie/Pacifique a connu une très forte augmentation, passant de 144 millions à presque 158 millions d'internautes. Pour le reste du monde, on compte de l'ordre de 4, 65 millions de personnes connectées en Europe de l'Est, 25 millions en Amérique du Sud et seulement 4,15 millions en Afrique.



Selon la compagnie IDC, le trafic mondial de données sur Internet devrait être multiplié par 93 d'ici à 2005.

Est-ce à dire que le fossé numérique va se résorber ou bien que les pays utilisant déjà les nouvelles technologies vont accroître les échanges de données et l'e-commerce pour devenir encore plus riche ?

2. Les causes de cette fracture numérique

Cette fracture numérique est réelle. Mais quelles en sont les causes ? Est-ce une conséquence de la mondialisation ou bien une cause de celle-ci ? Deux facteurs principaux peuvent être dégagés pour décrire les carences du système.

a) Les carences

- *de l'équipement informatique* : Un équipement insuffisant en ordinateurs : en 1999, à peine 3% du globe avait accès à un ordinateur. L'Afrique notamment possède moins de 1% des ordinateurs existants dans le monde et ses ordinateurs sont souvent de type anciens et le parc est non homogène. De plus, la politique des grands majors des logiciels payants ne facilite pas le développement de ces outils. Pour exemple, Microsoft vient de commencer une vaste campagne d'anti-piratage de ses logiciels dans les entreprises africaines, tout en sachant que les entreprises locales n'ont pas les moyens de payer la mise à jour des licences nécessaires. Une estimation faite par Jean-Luc de SINZOGAN (président de l'ANFA (Association pour la promotion et la recherche en informatique libre et dans les Nouvelles technologies d'information et de la communication France Afrique), dans un article paru dans Net Economie le 28 février 2002, laisse penser qu'il y a environ 1,3 millions d'ordinateurs connectés à Internet répartis dans une cinquantaine de pays africains, et que ces ordinateurs sont en moyenne utilisés par 4 à 5 personnes.

De plus, le coût d'acquisition reste élevé pour une majeure partie des gens quand on sait que près de 3 milliards de personnes vivant sur notre terre ont moins de 2 dollars américains pour vivre par jour. Par exemple, pour les 10% de Londoniens au chômage, un nouvel ordinateur de 1500\$ US représente environ 6 mois de revenu ; pour les 45% d'Indonésiens « sous-employés », il représente plusieurs années de revenu en espèces. Et ce sans compter que les produits électroniques importés sont plus chers dans les pays en développement. En Inde,

un modem est par exemple 4 fois plus cher qu'aux Etats-Unis, sans tenir compte des différences du coût de la vie.

- *du réseau téléphonique* : Un équipement insuffisant en téléphones : 4/5 de la population mondiale ne dispose pas des moyens de communication de base. Cela correspond à 5 milliards de personnes. En 1992, 49 pays du Sud avaient moins d'une ligne pour 100 habitants. Trente cinq de ces pays étaient africains, ce qui faisait dire en 1995 au vice-président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki : « Plus de la moitié du genre humain n'a jamais composé de numéro de téléphone. Il y a plus de lignes téléphoniques à Manhattan que dans toute l'Afrique subsaharienne ».

Il faut rajouter à cela la mauvaise qualité des infrastructures téléphoniques existantes et le prix exorbitant que pratique les opérateurs. En effet, avec leurs prises de participation dans le capital d'un opérateur historique local, les grands groupes des pays du Nord, à l'instar de France Télécom à Madagascar et au Sénégal, bénéficient généralement d'un monopole total sur les transferts de données. Justifié par les sommes investies pour l'amélioration d'infrastructures sommaires, ce privilège a de lourdes conséquences. La bande passante est ainsi facturée à des tarifs parfois largement plus élevés qu'en Occident, aberration qui rend toute connexion inaccessible à la majorité des Africains et donne aux cybercafés et fournisseurs d'accès le sentiment d'être pris en otage par leur opérateur.

Deux derniers exemples pour illustrer les propos précédents : il n'y a en Afghanistan que 0,15% de la population abonnée au téléphone, contre 70% en Suède et à Bombay, le fournisseur d'Internet aux entreprises Business India Information Technology doit verser 83 000\$ US par an au Department of Telephones.

b) Une fracture économique

La fracture avant d'être une cause est une conséquence de lignes de clivage entre pays riches et pays pauvres. Elle recoupe une ligne de fracture économique. Cette fracture numérique est aggravée par l'attitude des pays du Nord. Malgré la volonté politique affichée de réduire cette fracture, la nouvelle tarification internationale appliquée par les firmes du Nord se traduit par un manque à gagner pour les pays en voie de développement (PVD) et par une augmentation des ressources pour les opérateurs. De

plus, les bases de données étant généralement situées au Nord, les PVD pour y avoir accès doivent mettre en place des infrastructures coûteuses qu'ils sont seuls à assumer. Ainsi, le fossé numérique est plus souvent une conséquence qu'une cause directe des inégalités internationales. Pourtant, il ne faut pas négliger son rôle dans l'accroissement de certains écarts. Si il n'est pas le facteur déterminant dans la marginalisation de certains espaces, en revanche elle contribue à renforcer cette exclusion dans les échanges internationaux, en particulier dans les transferts de capitaux qui se font de plus en plus virtuellement.

c) Une fracture sociale

Mais cette fracture est aussi accentuée par des difficultés intérieures propres aux pays en voie de développement, notamment par les faibles taux d'alphabétisation de la population, et le faible niveau d'instruction. Ainsi, on considère que 20% des gens âgés de plus de 15 ans sont analphabètes et que plus de 80% des personnes ne parlent pas anglais. Or, c'est la langue reine sur Internet puisque plus de 80% des pages WEB sont rédigées dans la langue de Shakespeare.

La disponibilité de l'outil n'empêchera pourtant pas le développement de grandes « *inégalités d'usage* », car Internet livre d'autant mieux ses contenus que l'utilisateur est plus apte à les lui demander : c'est un amplificateur de savoir-faire et d'intelligence (ou de malveillance et de sottise). Faire une recherche sur Internet est un exercice intellectuel plus complexe que faire une recherche dans une encyclopédie papier : il faut trier et synthétiser l'information obtenue ; ce seront les élèves les plus brillants qui tireront le meilleur profit du Réseau. Même au niveau d'un pays développé, l'accès intelligent à Internet restera l'apanage d'une minorité.

Monsieur SAGASTI, ancien chef de la planification stratégique à la banque mondiale disait en novembre 1999 lors d'un discours qu'il a prononcé au siège de l'UNESCO : « Il y a 10 ans, à l'heure où s'amorçait la mondialisation, dans l'euphorie de l'expansion des services et de la finance qui a suivi la chute du Mur de Berlin, j'anticipais une fracture sociale sur le plan international. La mondialisation nous a mis en contact les uns avec les autres mais a aussi creusé les inégalités de revenus entre les sociétés, et surtout les inégalités en ce qui concerne nos capacités à créer et à utiliser le savoir. En 10 ans, la concentration des richesses et du pouvoir s'est grandement accrue à la fois à l'intérieur de chaque société et entre elles. Nous risquons de voir apparaître deux civilisations, avec deux perceptions différentes du monde: l'une générera et exploitera

les connaissances; l'autre les ingurgitera passivement, sans pouvoir les modifier. La perspective qui s'offre à nous est que cette fracture devienne un abîme. Il faut que la communauté internationale revienne aux principes de base de la coopération et considère qu'un niveau minimum de connaissances scientifiques et technologiques, Internet compris, est essentiel pour les pays du Sud: tel devrait être l'un des objets de la solidarité internationale ». La mondialisation économique, les progrès des technologies de l'information et de la communication et le passage à des sociétés de savoir ouvrent de nouveaux débouchés à certains mais peuvent aussi signifier l'exclusion pour d'autres.

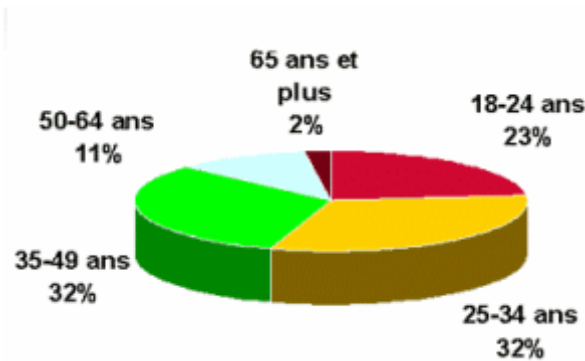
d) Une fracture générationnelle

Dernier point, mais non des moindres, il peut exister une fracture dite « générationnelle » éphémère. On donne à tous ceux qui ne sont pas connectés à Internet, comme il y a quelques années à ceux qui n'avaient pas une encyclopédie en vingt volumes, le sentiment qu'ils perdent une partie de la connaissance. Alors que les petits enfants jouent en réseaux avec d'illustres inconnus, préparent leurs devoirs de classe grâce à des moteurs de recherche qui leur permettent d'exercer leur savoir-faire dans l'art du copier –coller, ou abandonnent le téléphone pour le « chat² » en ligne, les seniors sont pris au piège de cette soudaine invasion du monde numérique et se retrouvent mis en quarantaine en raison de leur ignorance.

Le yo-yo technologique exercé vers les personnes âgées n'a plus de limites ! Dans les années 80 de crise économique, on n'hésite pas à considérer les gens de cinquante ans et plus comme des vieux, incapables de s'adapter aux nouvelles technologies. Maintenant, pour ne pas être déconnectés du 21^e siècle, il faut être « cybercablé » et ce quelque soit l'âge. La plume est remplacée par le clavier et la souris, l'écran remplace le papier et les livres électroniques font leur apparition en lieu et place de nos livres papiers. Mais cette fracture ne durera pas. Une étude de l'institut américain Forrester Research prédit que les internautes américains de plus de 55 ans seront 27% en 2003, et qu'il y aura plus de 100 millions de personnes mûres en Europe en 2010.

Actuellement, le graphe ci-dessous donne la répartition estimée par âge des internautes.

² Moyen de s'écrire en temps réel au moyen d'ordinateurs connectés à Internet.



C. Une hétérogénéité même entre pays industrialisés

1. Le degré de pénétration et l'usage d'Internet est très hétérogène en Europe

Les pays européens possédant le plus d'ordinateurs connectés à Internet sont tous des pays nordiques : ils devancent même les Etats Unis. Il y avait en 1999 en Finlande plus de 90 ordinateurs connectés à Internet pour 1000 habitants, 55 au Danemark, 45 en Suède et 38 aux Pays Bas, contre 35 seulement aux Etats Unis. Depuis la proportion a encore augmentée avec une moyenne européenne de 29% en 2001 (contre moins de 22% en 2000) et des chiffres pour les Pays-Bas de plus de 50 %, de 34 % en Allemagne et de 32 % en Grande-Bretagne. Toutefois, l'hétérogénéité repose plus sur les pays latins puisque les pays du sud de l'Europe sont en dessous de la moyenne avec, en 2001, seulement 22% d'ordinateurs connectés à Internet en France, 17 % en Espagne et 16 % en Italie. En France, un foyer sur 3 possède un ordinateur alors que la moyenne européenne est de 39 %. Nous atteignons tout juste le chiffre de la Belgique en 1999 qui était de 36 %!

2. La France à la traîne en Europe : pourquoi?

Selon La Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne, la lenteur de la France à s'approprier Internet s'explique entre autres par la persistance de faux débats :

- faire d'Internet un vecteur de la culture américaine, par conséquent dangereux d'utilisation. Pour certain, Internet est cependant avant tout « un moyen d'échange et d'accès à l'information, neutre et ouvert à tout contenu ». Le contenu d'Internet sera européen si les Européens s'en donnent les moyens.

Mais il est vrai que la prédominance de la langue anglaise sur Internet ne facilite pas la chose pour les français.

- faire d'Internet une menace pour le consommateur, insuffisamment protégé par la législation européenne face aux producteurs. Cette affirmation est peut être infondée : la législation européenne se caractérise par son bon équilibre entre les diverses parties prenantes (consommateur/producteur; autorités publiques/citoyens). Actuellement, selon un sondage de Sciences et Vie Micro paru dans le numéro de février 2002, 34 % des français qui vont sur Internet évoquent leurs inquiétudes concernant la sécurité des transactions.

Il faudrait ajouter à ces explications la lenteur de France Télécom à accepter l'arrivée d'Internet sur son domaine réservé, et sa peur de voir réduit son monopole. Les explications d'ordre culturel, telles que le rôle concurrent joué par le Minitel ou un pseudo anti-américanisme, semblent aujourd'hui remises en cause au profit d'explications beaucoup plus pragmatiques. En effet, le taux de pénétration de la population française est quasiment identique fin 2001 entre le minitel et Internet (23% pour 22,4%³). La France dispose aujourd'hui de tous les atouts pour le développement de l'Internet. Mais à ce jour, elle reste la dernière des grandes nations européennes à en bénéficier. Une analyse superficielle pourrait nous laisser croire que ce retard incomberait à la culture Minitel des français et à la peur de l'informatique. Pourtant, le taux d'équipement dépasse 32% de foyers équipés. En comparaison, le nombre de PC connectés est dramatiquement faible : 10,7% pour le début 1998 et 22% en 2001, qui nous place toujours à la traîne des grandes nations européennes et à l'arrière train du G8. Il est évident que les Français n'ont plus peur du clavier, un foyer sur trois étant désormais équipé. Pourquoi ne se connectent-ils pas? En examinant des études concernant le profil des internautes, leurs revenus et leurs habitudes de consommations téléphoniques, nous constatons qu'ils se connectent majoritairement depuis leur entreprise et qu'ils utilisent alors Internet 7,5 heures par semaine. On est bien loin de la moyenne au foyer qui est de 9 heures par mois. Actuellement, les entreprises financent le développement de l'Internet ! Internet est donc actuellement réservé aux catégories sociales élevées, avec en moyenne 3000 euros de revenu mensuel brut, alors qu'il n'y a que 2,7% d'internautes qui appartiennent à la catégorie des ouvriers. Comme pour le

Minitel à son époque, les internautes préfèrent se connecter depuis leurs entreprises afin de ne pas payer la facture téléphonique à domicile. Si la France possède les meilleurs tarifs pour les abonnements à Internet, ce n'est pas le cas des communications téléphoniques. De plus, France Télécom met des bâtons dans les roues des Fournisseurs d'Accès à Internet (F.A.I.) et est souvent poursuivi devant l'Autorité de Régulation des Télécommunications par les différents opérateurs.

Ainsi, les 15/25 ans interrogés par la SOFRES, estiment à 62% qu'Internet revient trop cher à l'utilisation. Pourquoi ne pas forfaitiser l'accès au savoir et à l'information afin de rendre l'Internet plus démocratique? L'ouverture à la concurrence n'est pas aisée, et les opérateurs ne se lancent pas facilement dans l'aventure, de peur de subir de graves problèmes financiers.

D. Une fracture interne au pays

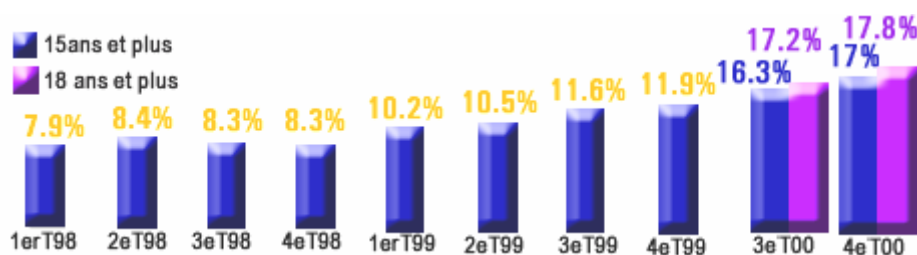
Mais ce gouffre technologique ne sépare pas seulement les pays riches des pays pauvres, il existe également au sein des nouveaux pays industriels, par exemple entre la Chine côtière et la Chine intérieure, et même au sein des Etats les plus industrialisés. Internet profite surtout aux catégories sociales les plus élevées et les mieux éduquées, ayant, de surcroît, une parfaite maîtrise de l'anglais (plus de 80% du contenu de la Toile sont écrits en anglais). Ce qui fait écrire aux auteurs du rapport du PNUD que l'internaute type est «un homme de moins de 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant de revenus élevés, habitant en ville et parlant anglais», soit un membre d'une élite très minoritaire. Prenez le Royaume-Uni, par exemple : dans certaines régions pauvres du nord de l'Angleterre, les habitants ne disposent même pas d'un téléphone ou d'un compte en banque ! Les exclus d'Internet sont légion en Europe. Nous allons ici voir deux exemples de cette fracture à travers des pays appartenant au G8.

1. L'exemple français

En France, le nombre d'internautes ne représente que 10% de la population. Selon l'étude de Gfk de décembre 2001, près de deux tiers de la population française n'a toujours pas vu Internet. 80% des français n'ont jamais utilisé Internet sur leur lieu de

³ Tous les chiffres qui suivent sont tirés d'un sondage de l'institut Gfk réalisé mi-décembre 2001

travail et 63 % des français n'ont encore jamais utilisé Internet. Plus inquiétant encore, ils sont aujourd'hui 37% à affirmer qu'ils n'ont pas de micro-ordinateurs et qu'ils n'en auront jamais. Les internautes sont sensiblement plus jeunes que la moyenne de la population (age moyen 36-37 ans), plus masculins, plus parisiens, plus favorisés socialement. La fracture numérique dans le domaine de la micro informatique ne se résorbe pas non plus. Un tiers des foyers français est désormais équipé d'un PC. Mais si le taux d'équipement a progressé de 3% l'an dernier, ce sont avant tout les foyers favorisés qui en profitent. En effet, 51 % du parc micro grand public se concentre chez les foyers les plus aisés (31 % de la population totale). Un décalage en partie dû aux prix. Se diffusant de plus en plus dans la population française, mais restant encore confiné à certaines catégories sociales, le PC semble bien agrandir la «fracture numérique». Cependant, ces lignes de fracture en France doivent être nuancées. Tout d'abord le nombre d'internautes croît régulièrement. Nous pouvons voir ci-dessous la progression depuis 3 ans.



Et le stéréotype de l'internaute jeune et masculin est battu en brèche Selon les statistiques de Médiamétrie et Netvalue, les femmes et les seniors occupent une place de plus en plus importante au sein des internautes : le nombre de femmes connectées est en constante augmentation : au deuxième trimestre 1999, elles ne représentaient que 39 % de la population des internautes de plus de 18 ans, alors que cette proportion était passée en 2000 à 42,6 %. De même, les seniors prennent de plus en plus goût au Web. Si les plus de 65 ans représentaient en 1999 0,5 % des surfeurs, ce pourcentage avait presque quadruplé en 2000, puisqu'ils étaient 1,9 %.

Pour finir, l'âge moyen de l'internaute français a augmenté. Il est passé dans la fourchette 36 37 ans.

2. Une réduction progressive du fossé numérique aux U.S.A.

Sur le site du ministère du commerce américain, la fracture digitale occupait, jusqu'en octobre 2000, des rubriques entières. Depuis, la terminologie a changé : on

ne parle plus d'exclusion mais d'inclusion. Il est vrai qu'en quelques mois les statistiques sur le niveau de connexion des Américains à Internet se sont grandement améliorées. Selon les chiffres du rapport *Falling Through the Net* pour l'année 2000 (intitulé «Vers une inclusion numérique»), le niveau d'«inclusion numérique» croît rapidement. La fraction de foyers raccordés à Internet est passée de 26,2 % en 1998 à 41,5 % en 2000. Plus de la moitié de foyers (51,0 %) ont un ordinateur, alors qu'en 1998 ils n'étaient que 42,1 %. Il y avait 116,5 millions d'internautes américains en 2000, soit 31,9 millions de plus qu'en 1998.

Les groupes qui dans le passé se trouvaient exclus des technologies numériques ont eux aussi commencé à rattraper leur retard.

Le taux de connexion des foyers ruraux tend à se rapprocher de la moyenne fédérale. Il atteint 38,9% en 2000, contre 22,2% en 1998. De plus en plus d'Américains, quel que soit leur revenu, se connectent à Internet. L'accès à Internet parmi les foyers gagnant entre \$35 000 et \$49 000 est passé de 29% en 1998 à 46,1% en 2000. L'accès à Internet a augmenté dans tous les foyers malgré les différences de niveau d'éducation. Cette augmentation concerne plus particulièrement les personnes ayant fréquenté le lycée voire même l'université : de 30,2 % en 1998 à 49 % en 2000. La disparité entre femmes et hommes n'est plus significative: selon l'étude, 44,2% des femmes utilisent Internet contre 44,6% des hommes. La classe d'âge qui a le plus progressé est celle des 50 ans et plus, même si les seniors restent proportionnellement moins nombreux que les jeunes : plus 53 % entre 1998 et 2000 alors que la moyenne fédérale n'augmentait dans le même temps que de 35% . Néanmoins, la fracture s'est élargie dans certains secteurs. Les disparités se mesurent notamment à travers les écarts de revenu, le niveau d'études, le groupe ethnique, l'âge et la structure familiale (différences entre familles monoparentales et familles parentales). Les personnes de 50 ans restent les individus les moins susceptibles de se connecter à l'Internet. Seulement 29,6% d'entre elles ont eu recours à Internet en 2000. Les foyers parentaux sont deux fois plus connectés à Internet (60,6%) que les foyers monoparentaux. Seulement 22,8% de foyers de mère célibataire ont accès à Internet. 20,6% des personnes handicapées ont eu recours à Internet, contre 42,1% pour les personnes non-handicapées. De plus, 60% des handicapés n'ont jamais utilisé un PC, contre 25% des non handicapés. Les foyers des Asiatiques américains et ceux des "pacific islanders" ont atteint les taux de connexion les plus élevés de tous les groupes ethniques : 56,8% des foyers

étaient ainsi connectés, pour 46,1% des foyers des Blancs. Les foyers les moins connectés sont les foyers des Noirs (23,5%). Les données concernant les foyers diffèrent de celles concernant les individus. Par exemple, même si seulement 46,1% des foyers de Blancs étaient connectés à Internet, plus de 50% des Blancs ont pu utiliser Internet en 2000, notamment en se connectant depuis leur travail ou une bibliothèque. La différence de résultat entre les foyers et les individus est plus importante concernant les Noirs : 29,3% d'entre eux se sont connectés à Internet même si seulement 23,5% des foyers étaient équipés d'une connexion. Comparé à la moyenne nationale, un fossé très important persiste: la différence entre le taux d'accès des foyers noirs et la moyenne nationale a augmenté de 3% (l'écart était de 15% en 1998 ; il est passé à 18% en 2000). S'agissant des foyers hispaniques, la différence avec la moyenne nationale a augmenté de 4% (l'écart est passé de 14% en 1998 à 18% en 2000). A l'échelle des individus, un tiers de la population des États Unis utilise Internet contre 16,1% des Hispaniques et 18,9% des Noirs.

Les Blancs représentent 88,6% des utilisateurs contre 1,3% de Noirs, alors que les Noirs représentent 12% de la population. Le quart d'entre eux gagne plus de 88 000 dollars par an. Le rapport estime que le fossé qui touche les Hispaniques et les Noirs ne s'explique pas entièrement en terme de revenus et de niveau d'études. Le rapport conclut que "Internet n'est plus un objet de luxe, mais une ressource utilisée par une grande part de la population." Malgré le développement de l'inclusion numérique, on constate que cette dernière procède à deux vitesses, jusqu'à créer une "digital divide" parmi des groupes démographiques différents. La propriété des ordinateurs et l'accès à Internet ne cesse de croître en général, mais il reste des Américains qui ne sont pas connectés à la technologie numérique.

Les raisons invoquées pour ne pas se connecter sont :

30,8% des foyers ont répondu qu'ils ne voulaient pas d'Internet.

17,3% des foyers ont répondu que le coût était prohibitif.

Il faut relativiser cette fracture numérique. L'exemple américain est la concrétisation de ce que la sociologie a mis en lumière. La diffusion d'un bien dans le temps se fait en respectant la hiérarchie sociale. Le bien commence par toucher une petite minorité, le

démarrage est lent dans les premiers temps de la diffusion puis la pente se redresse. Au moment du phénomène de percée, les inégalités sociales sont les plus importantes. La fracture numérique est un phénomène classique quand on aborde une pente de diffusion.

II. ...des remèdes multiples.

La fracture numérique est maintenant identifiée. On en connaît, tout au moins en partie, des causes et des conséquences. Nous allons étudier ici les différents points de vue des personnalités pouvant influencer sur ce "mal" de notre temps. Nous verrons ainsi quel est l'idéal, ce qu'Internet pourrait offrir, puis nous aborderons les visions politico-économico-sociales du rôle que doit jouer Internet dans la mondialisation avant d'étudier les volontés exprimées oralement pour mettre fin à cette fracture numérique puis leur réalisation concrète.

A. L'espoir d'un monde meilleur

Face à toutes ces fractures, on a pu observer ces dernières années l'émergence d'un véritable discours politique. Le président Chirac a entre autres été le premier en France à employer l'expression «fossé numérique» dès sa campagne présidentielle de 1995. Ces discours ne sont que la reprise d'un mythe de la communication qui, latent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, semble avoir trouvé son réel aboutissement dans Internet.

Or Internet ne fait que cristalliser ce mythe de la communication. En effet, toutes les caractéristiques de ce mythe telles que les énumère Erik Neveu dans *Une société de communication* trouvent leur plus parfaite illustration dans l'explosion récente d'Internet. Erik Neveu parle plus précisément de promesses fédératrices.

- L'abondance : Internet a permis une explosion de l'offre. Tout et n'importe quoi est désormais accessible sur Internet, d'objets nazis au cours de la Bourse en passant par de la musique et des sites électoraux.
- La démocratisation culturelle : Internet se présente en tant qu'outil pédagogique ouvert et accessible à tous. L'idée de réseau s'oppose à celle d'élitisme, d'autant qu'Internet rime encore avec gratuité.
- La démocratisation politique : Internet semble l'instrument le plus apte à relancer une démocratie participative face à la confiscation toujours possible du pouvoir par les représentants politiques. Il ouvre la politique à tous, quel que soit

le lieu de résidence et les moyens dont l'on dispose pour se déplacer : Internet permet de mobiliser efficacement un corps civique important et de centraliser rapidement les verdicts.

- L'autonomie des individus : Internet semble l'accomplissement d'une société décentralisée, en réseaux, faite de connexions et d'affiliations multiples, polycentrique. Le concept de masse vole en éclat : on évolue vers une atomisation des groupes et des publics. Les corollaires de cette autonomisation des individus sont l'interactivité et la convivialité : la réduction du fossé numérique protégerait la société de toute fracture. La société serait pacifiée, les différences et les hiérarchies sociales seraient atténuées et reléguées au second plan.
- La mondialisation : Internet donne corps à l'idée de Mc Luhan d'un «village global». Aujourd'hui plus que jamais, acteurs sociaux et politiques du monde entier se retrouvent en situation d'interdépendance et d'interconnexion.
- Un rapport nouveau à l'espace et au temps : Internet est le domaine de la vitesse et de l'instantanéité. Il est le media qui approche le plus le temps réel et la simultanéité.

En définitive, ce que laisse entrevoir le mythe de l'Internet, c'est la promesse d'une société organisée autrement, plus justement et plus confortablement : la propagation du «culte d'Internet» ne fait que surfer sur la promesse d'un monde meilleur.

La mondialisation peut se décliner sous de multiples formes. Les personnes y oeuvrant sont nombreuses. Cela passe par le G8, par l'UNESCO ou bien d'autres organisations encore. Mais selon le rapport de l'acteur avec Internet et la richesse de son portefeuille boursier, les discours peuvent être bien différents.

1. Internet vu par les promoteurs de celui-ci

Comme le souligne Philippe Breton dans son plus récent ouvrage, *Le Culte d'Internet*, cette nouvelle religion d'Internet a ses «fondamentalistes» : Bill Gates dans le monde économique, Pierre Levy ou Philippe Quéau dans la sphère intellectuelle, ou encore Nicolas Negroponte, directeur du Medialab du Massachusetts Institute of Technology. Selon ces derniers, la société de demain devrait être réorganisée à travers Internet. Ainsi

pour Pierre Levy : «le cyberspace sera l'épicentre du marché, le foyer de la création et de l'acquisition des connaissances, le principal milieu de la communication et de la vie sociale». Pierre Levy fait du cyberspace «le ferment de la civilisation», et d'Internet «un instrument qui perfectionne notre capacité d'apprentissage et d'intelligence collective». Internet vu par les fondamentalistes est presque une fin en soi, un aboutissement.

2. Internet vu par les organisations internationales

Les pays du G8 se sont donnés comme mission de réduire ce fossé numérique. Lors du sommet du G8 en juillet 2000 au Japon, les dirigeants des sept pays les plus riches (Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie et Canada) et la Russie ont établi le principe de la Dot Force, dont l'appellation fait référence aux adresses Internet du type .com.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de créer un Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (Geant). Sa mission, généreuse mais très générale, risque de ne déboucher que sur des rapports.

Officiellement, l'acte de naissance du Geant prévoit comme objectifs de «promouvoir un environnement compétitif, flexible et socialement non discriminatoire, d'améliorer la connectivité et les coûts d'accès, d'assister la formation de professionnels de l'informatique et d'encourager la participation aux réseaux mondiaux de commerce électronique». Pas moins ! En même temps on peut dénoncer une certaine hypocrisie de ce projet. Derrière un discours démagogique, se cachent souvent des intérêts économiques. L'objectif, mis en avant par le G8, est ardemment soutenu par les grandes corporations qui voient, dans les mesures d'aide au développement des nouvelles technologies de l'information, un excellent moyen de multiplier leurs ventes d'ordinateurs et de matériel multimédia.

3. Internet vu par des hommes politiques de premier plan

Al Gore en 1992, à l'occasion de la campagne électorale de Bill Clinton, avait inventé le concept d'«autoroutes de l'information». En 2000, le «père» d'Internet a été le premier à construire un programme politique intégrant les technologies de l'information. Pour lui, Internet est «un service universel qui sera accessible à tous les membres de nos sociétés et, ainsi, permettra une sorte de conversation globale, dans

laquelle chaque personne qui le souhaite peut dire son mot. L'infrastructure globale de la communication ne sera pas seulement une métaphore de la démocratie en fonctionnement, elle encouragera réellement le fonctionnement de la démocratie en rehaussant la participation des citoyens à la prise de décision. Elle favorisera la capacité des nations à coopérer entre elles.

Al Gore ne fait que suivre l'opinion de Bill Clinton, pour qui l'Internet va pouvoir constituer un important vecteur de réduction des inégalités. Selon ce dernier, en effet, les ordinateurs et Internet «offrent le remède à l'exclusion sociale le plus efficace de toute l'histoire de l'Humanité». Dans un discours s'adressant à un public d'Amérindiens, Clinton a aussi insisté sur le fait que les nouvelles technologies pouvaient constituer une opportunité d'avance économique et sociale : "Ces technologies vous apportent le pouvoir de surmonter les plus importants obstacles au développement de votre potentiel économique et humain. Les plus grandes distances peuvent être désormais virtuellement gommées... Notre société peut devenir plus juste et égalitaire que jamais." Ces technologies permettent une réduction de l'espace, du temps et des inégalités sociales. Selon Clinton, Internet est un phénomène atemporel permettant de transcender les inégalités sociales remontant à la naissance même des États-Unis. En 1999, l'assistant secrétaire au Ministère de Commerce, Larry Irving, suggère que l'accès à l'Internet est en train de devenir "un droit civil". Cela dit, l'accès à l'Internet doit être garanti par l'état. Nombreux sont les politiques à s'accorder pour souligner le lien étroit à nouer entre Internet et le système scolaire pour que le développement économique et social soit optimal.

Chirac, en juin 2000, a fait du «fossé numérique» une «menace pour la cohésion des Etats et des grands équilibres mondiaux». Ainsi, en France, l'exploration par Jacques Chirac des usages politiques d'Internet n'a pas manqué de susciter l'ironie grinçante de nombreux journalistes. De nombreux articles rappellent que la fracture numérique succède tout naturellement à la fracture sociale. J. CHIRAC a réuni à l'Elysée en septembre 2000, une quinzaine de spécialistes de l'Internet afin d'évoquer avec eux l'impact de ce moyen de communication sur la vie politique. Ce n'était pas la première fois que le chef de l'Etat organisait ainsi une réunion de travail sur le Net. L'ordre du jour défini par le président sur le sujet était donc précis : les inégalités face au développement d'Internet. Les enthousiasmes et les craintes que suscitent le Net devrait constituer un des thèmes de la campagne présidentielle. Déjà, depuis février 2000, le

président ne perdait plus une occasion de souligner les risques de voir naître une «fracture numérique», avatar moderne de la «fracture sociale» dénoncée en 1995.

Mais le premier ministre Lionel Jospin semble avoir devancé Jacques Chirac. Il poursuit une offensive médiatique sur le thème du fossé numérique. Son discours de Hourtin, tenu le 25 août 1997, a marqué le lancement du Pagsi (Programme d'Action Gouvernementale pour la Société de l'Information). Jospin y déclarait notamment, reprenant à la lettre le mythe de la société de communication : «L'entrée de la France dans la société de l'information constitue un enjeu décisif pour l'avenir. L'essor des nouveaux réseaux d'information offre des promesses sociales, culturelles et, en définitive, politiques (...) La transformation du rapport à l'espace et au temps qu'induisent les réseaux d'information permet des espoirs démocratiques multiples, qu'il s'agisse de l'accès au savoir et à la culture, de l'aménagement du territoire ou de la participation des citoyens à la vie locale».

Lors du comité interministériel pour la société de l'information du 10 juillet 2000, le premier ministre avait annoncé le déblocage de 3 milliards de francs d'ici à 2003, pour «réduire le fossé numérique», et la mise en place, dans les deux prochaines années, de quelques 2 500 «espaces publics numériques» capables d'offrir un accès gratuit et une formation générale ouverte à tous sous la forme d'un Passeport Internet et multimédia. Lionel Jospin a confirmé une augmentation significative des crédits de recherche - avec notamment un doublement des moyens de l'INRIA - ainsi qu'un programme de recherche européen de 28 milliards de francs sur huit ans.

Après l'Elysée et Matignon, c'est au tour de l'Assemblée nationale d'exploiter la barrière numérique. Pour leur deuxième édition, le mardi 10 octobre 2000, les Rencontres parlementaires sur la société de l'information et l'Internet avaient choisi pour sujet de débat : «L'Internet pour tous : un défi moderne, des réponses solidaires». Vaste programme. «Le marché ne peut pas, seul, répondre, avance un député. Dans la société en réseaux, l'égalité n'est pas spontanée. Elle doit mobiliser les énergies et les initiatives». Telle est justement l'ambition affichée de ces deuxièmes Rencontres parlementaires. "L'Internet pour tous pose très directement les questions de l'égalité et de la démocratie, qui se confondent avec celles de notre maison", lançait Raymond Forni, le président de l'Assemblée nationale.

B. Réduire la fracture numérique : des buts divergents

Derrière un discours en apparence unitaire et uni se cachent en fait des positions stratégiques : la volonté politique de réduire la fracture numérique n'existe généralement pas pour elle-même : on ne peut la séparer d'autres enjeux plus matériels.

1. Dans les pays du Nord

Bill Clinton et son vice-président voient dans le mythe de la société de l'information le moyen de justifier leur politique de développement des réseaux, qui prend parfois des allures d'impérialisme culturel. Internet ouvre la possibilité aux Etats Unis d'étendre leur toile et de s'imposer comme le noeud de communication de toute la planète. La politique agressive qui en découle est souvent dénoncée comme moyen utilisé par les Etats Unis pour imposer leurs valeurs et leur conception du monde à la planète entière. La stratégie est encore plus claire dans le milieu commercial, où l'objectif économique est avéré : vendre. Bill Gates, l'un des «fondamentalistes du culte d'Internet» selon Philippe Breton, affiche sans complexe son ambition de conquête de la planète par ses produits de communication. De la même manière, IBM, dans ses campagnes de publicité, présente sa technologie comme une «solution pour une petite planète».

La promotion de la technologie dans les pays sous-équipés traduit bien côté américain ces ambitions politiques et marchandes. Certes, les Etats Unis jouent un rôle de premier plan dans le développement des technologies à l'échelle mondiale. Mais leur effort se porte surtout vers des pays dont il sont proches linguistiquement, culturellement et surtout économiquement. Les pays que tous s'accordent à présenter comme les grands marchés de demain constituent une cible privilégiée entre toutes : le Brésil par exemple a connu une explosion de son réseau Internet de l'ordre de 100% entre janvier et juillet 1996. Durant la même période, la Chine a multiplié son nombre de serveurs par 5. Pour les Européens, toujours lancés à la poursuite des Etats Unis, il s'agit de rattraper le retard accumulé ces dernières années.

2. Dans les pays du sud

a) L'idée générale.

Du côté des pays du Sud la logique est un peu différente. Il s'agit pour les pays en développement de s'émanciper, via Internet, de la domination Nord-occidentale.

Comme le souligne Mike Holderness dans un article de la revue Cérès : «Le monde en développement est habitué d'être exclu des sources d'information. La circulation des informations à l'échelle mondiale se fait surtout du Nord vers le Sud et non le contraire, ou du Sud vers le Sud». Or Alpha Oumar Konaré, dans son discours d'ouverture de la rencontre Europe Afrique sur les technologies de l'information est le premier à souligner les multiples enjeux qui se cachent derrière Internet : enjeux de pouvoir, car «celui qui peut le mieux être présent sur les autoroutes de l'information détient un pouvoir de manipulation considérable» ; enjeux économiques ; «enjeux autour des coûts de la communication aujourd'hui prohibitifs pour les Africains» ; enjeux technologiques, enjeux en matière de recherche et de développement, enjeux socioculturels. Selon le président du Mali «les Africains veulent et doivent participer à la formulation de la déontologie des communications. Ils doivent aussi être au cœur de l'information afin de pouvoir garder l'initiative du développement des nouvelles technologies de l'information chez eux. Il ne s'agit pas là d'une manipulation pour restreindre la liberté de communiquer, mais au contraire, de la meilleure manière de s'assurer que les Africains puissent s'approprier les techniques, être présents sur les réseaux et être actifs dans la création de contenus ».

Mais, comme le dit très justement Philippe Quéau, même si la fracture numérique est en train de devenir un slogan politique pour les chefs d'Etat, on ne peut pas le leur reprocher, c'est leur rôle de suivre les mouvements. De plus, cette fracture numérique n'est pas réduite à un concept électoral, puisqu'elle donne lieu à des mesures concrètes.

b) Le discours à l'ONU.

Ainsi un discours voit le jour au sein des nations unies. Les pays du sud demande que leur droit à l'accès aux nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) soit reconnu.

Le Nigeria, par son représentant qui est intervenu au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a insisté pour qu'une solution urgente soit trouvée au problème de la fracture numérique qui divise le Nord et le Sud et contribue à l'élargissement des écarts et des inégalités dans la répartition des bénéfices de la mondialisation. Il a appelé la communauté internationale à déployer tous les efforts possibles afin que le commerce international, l'Investissement étranger direct et les technologies de l'information et des communications favorisent l'intégration des pays en développement à la mondialisation. Les TIC, a-t-il rappelé, ont généré 45 milliards de dollars de revenus commerciaux en

1998 au seul bénéfice des pays riches. Ce montant devrait atteindre 7 trillions de dollars en l'an 2004. Pour faire bénéficier les pays du Sud de la manne de ces activités, le Groupe des 77 et la Chine demandent que l'accès aux TIC soit inscrit comme faisant partie des droits humains fondamentaux.

M. ALFONSO VALDIVIESO (Colombie), au nom du Groupe de Rio, a rappelé que la révolution numérique a été intimement liée au phénomène de la mondialisation, obligeant tous les acteurs de la scène internationale à s'adapter rapidement à cette nouvelle réalité. Il faut pourtant garder à l'esprit, a dit le représentant, que les avantages de la révolution numérique et de la mondialisation ne touchent encore qu'un nombre restreint de pays. Les Nations Unies ont, dans ce cadre, un rôle à jouer pour éviter que la fracture numérique ne continue de se creuser.

C. Des mesures concrètes pour réduire la fracture numérique

Enfin des mesures concrètes apparaissent. "A tout problème, il ya des solutions, et s'il n'y pas de solutions c'est qu'il n'y a pas de problème" dit Hannah, l'héroïne d'un des best sellers de Paul Loup SULITZER. Déclinée en fonction des niveaux d'importance sur la scène internationale, nous allons voir quelques mesures qui tendent à prouver qu'on peut agir, si l'on s'en donne les moyens, et ce à quelques niveaux que ce soit.

1. Sur la scène internationale

a) Les Nations Unies ouvrent le bal.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est convaincu que les nouvelles technologies peuvent être un pont vers une plus grande égalité, à condition que tous les pays s'engagent sans tarder dans des stratégies qui leur permettent de s'équiper rapidement. Ces nouvelles technologies doivent permettre de fournir plus facilement des services vitaux à des sociétés qui autrement en seraient privées. En cela, elles sont devenues indispensables dans la lutte contre la pauvreté. A la demande du G8, le PNUD réfléchit avec la Banque mondiale aux moyens de réduire la fracture numérique en encourageant des partenariats entre les secteurs privés et publics. Pour sa part, le PNUD a entrepris d'aider les pays d'Afrique en commençant par la création de

milliers de "cybercafés". Ils attirent de plus en plus de gens, en particulier des étudiants qui apprennent à manier l'Internet. Le projet est d'ouvrir ces lieux publics tard le soir pour que la population puisse se familiariser avec les ordinateurs. Le rôle du PNUD est, avant tout, celui d'un catalyseur de projets plutôt que d'investisseur. Le PNUD a par ailleurs des contacts avec des grandes entreprises occidentales du secteur.

De plus, une participation des Nations Unies à un programme prévoit pour 2005 la mise en place de plusieurs nœuds secondaires de communication afin de permettre au Burkina Faso de développer son réseau de communication. Les Nations Unies sont bien conscientes de la nécessité absolue de promouvoir les nouvelles technologies au sein même des pays en voie de développement pour éviter une fracture irrémédiable.

b) Les grandes sociétés à la pointe des nouvelles technologies

Un grand nombre d'entre elles, américaines, européennes ou japonaises ont déjà pris pied dans les pays en développement. Elles sont prêtes à investir "gratuitement" dans un premier temps, pour être sûres, demain, de ne pas laisser passer des parts de marché. A l'heure de la mondialisation, Internet est souvent perçu, à tort ou à raison comme un outil permettant aux compagnies puissantes d'aller à la pêche de nouveaux clients. Si les multinationales américaines telles CISCO ou MICROSOFT investissent massivement pour brancher certains pays du continent américain, c'est moins par altruisme que pour tenter d'accaparer les parts d'un marché en émergence. Mais peut-on se permettre le luxe de refuser les offres des géants ?

La société américaine Hewlet Packard a, par exemple, annoncé son intention d'investir pour un milliard de dollars, de manière non lucrative, dans les pays en développement sur un projet d'équipement en site Internet que piloteront des fondations privées. Son homologue Cisco est en train d'installer des centres d'enseignements dans 24 des 48 pays les moins avancés à travers le monde.

c) Un melting pot de bonne volonté

D'autres initiatives peuvent être dénombrées qui témoignent d'une coopération entre gouvernants, entreprises et organisations internationales. Ainsi, Les enfants d'Ambedkar Nagar en Inde sont en effet les premiers à bénéficier d'un projet pilote lancé conjointement par le gouvernement régional de Delhi et l'école d'informatique privée NIIT: des kiosques Internet dans les quartiers pauvres de la capitale. Des bornes de

savoir, destinées à lutter contre la fracture numérique qui sépare la petite minorité d'internautes indiens de l'énorme majorité de la population, à qui l'informatique est tout simplement inconnue. Dans l'immédiat, le projet prévoit six bornes identiques, soit trente ordinateurs, auxquels s'ajouteront quatre-vingts autres postes dans le cadre d'un projet parallèle entre NIIT et la Banque mondiale. En cas de réussite, le dispositif pourrait être étendu aux bidonvilles, pour l'instant laissés de côté pour des raisons de sécurité.

Ce projet permet de donner accès au savoir pour les plus démunis, voire tout simplement d'alphabétiser une partie de la population. Malgré son apparence sociale, le projet est fondamentalement commercial. NIIT espère susciter chez les enfants des quartiers pauvres un intérêt pour l'informatique afin qu'une partie, même infime, puisse envisager de poursuivre une formation.

2. Au sein des pays en voie de développement

a) Madagascar : un pays qui croit à l'intérêt des nouvelles technologies

Deux initiatives dans un pays en voie de développement

(1) Acheter votre zébu sur Internet

La banque des zébus : non, ce n'est pas une blague, vous pouvez acheter votre zébu sur internet. Stéphane Geay, ancien pilote de ligne débarqué à Madagascar après un convoiage d'avion, a lancé cette banque. Sur Internet, vous pouvez pour la somme de 1600 francs (soit 244 euros) acheter un zébu. Ce zébu sera mis en location vente auprès d'un paysan de Madagascar. Ce dernier reversera la somme de 15 francs mensuellement à la banque et au bout de 4 ans sera propriétaire de sa bête. Internet a permis de lancer une telle initiative et cela fonctionne. Depuis l'ouverture du site en 1996, plus de 1200 zébus ont été vendus et quelques 300 familles de Tananarive sont désormais propriétaires de leur animal. Voilà aussi le progrès dû aux nouvelles technologies dans un pays en voie de développement.

(2) Un point d'accès à Internet dans une école de sport.

L'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation est un organe subsidiaire de l'Agence Intergouvernementale de la francophonie. Depuis décembre 1999, elle a ouvert un point d'accès aux informatiques pour la jeunesse (PAJE), comme dans 22 autres pays en voie de développement. Ce PAJE est situé dans un endroit fréquenté par des jeunes ne possédant pas les moyens personnels pour accéder aux nouvelles technologies : une école de sport. Ce n'est pas un cybercafé, c'est un lieu où les jeunes ne sont pas laissés seuls face à la machine, c'est un lieu de formation qui donne aux jeunes défavorisés les moyens de progresser en restant au contact d'un monde actif, riche en information et en échange.

b) Le Cameroun investit dans le partenariat

Alors que la fuite des cerveaux pénalise durement l'Afrique, le marché des nouvelles technologies encore largement en friche sur le continent noir, pourrait initier un timide reflux. Certains diplômés originaires d'Afrique, partis pour suivre des études dans les pays du Nord, n'hésitent plus à faire le voyage de retour pour investir ce nouveau marché. Les grandes entreprises qui investissent dans ce continent auront également besoin d'une ressource locale qualifiée. Ainsi, Télécom Partners, Prestataire de services de France Télécom, a créé l'association camerounaise pour les nouvelles technologies. Cette association est destinée à promouvoir les échanges entre les étudiants camerounais et les grandes entreprises des technologies et des informations. Après 3 mois d'existence, cette association compte déjà plus de 4000 étudiants.

c) Les ONG au Brésil apportent les nouvelles technologies au sein même des favelas.

Le comité pour la démocratisation de l'informatique (CDI) est une association qui a été créée en 1995 au Brésil. C'est une ONG qui développe des écoles d'informatique et de citoyenneté dans les quartiers défavorisés, les favelas. Depuis mars l'année 2001, la 209^e école a été ouverte. Cette ONG récupère et recycle de vieux ordinateurs et a noué une série de partenariats avec de grandes sociétés comme Microsoft afin de posséder des outils de qualité. Dans ces écoles, Internet n'est pas utilisé comme une fin en soi mais comme un outil offert aux enfants pour trouver des réponses à des problèmes

concrets qui concernent aussi bien la santé publique que l'environnement ou tout autre sujet pouvant être utile pour les jeunes des favelas.

3. Des mesures sont prises également au sein des pays industrialisés

a) La France à travers plusieurs exemples

Dans une interview au journal Le Monde, le secrétaire d'Etat à l'Economie solidaire se prononce, dans un vibrant plaidoyer, pour un Internet solidaire et non marchand. Pour Guy Hascouët, le «droit d'accès démocratique» à Internet constitue une véritable «mission de service public». Contre la «fracture numérique», sont mises en place des bornes d'accès public à l'Internet. Des machines accessibles à tous, gratuites ou utilisables à prix modiques, pour que les «débranchés» puissent participer au festin de la «société de l'information». L'idée est séduisante, fort en vogue auprès des pouvoirs publics, mais cela fonctionne-t-il vraiment? Voilà déjà quelques mois que les initiatives publiques, plus rarement privées, se multiplient sous divers noms: Cyberposte, Cyberbase (Caisse des dépôts), «Espaces culture-multimédia» (ministère de la Culture), bornes Netanoo (France Télécom), Cyberdeck (privé)...

Dans 80 % des cas, les ordinateurs placés en libre accès dans les bureaux de poste servent à lire ou envoyer des e-mails. Idem dans le métro où les bornes Cyberdeck servent surtout de boîtes aux lettres.

Le déploiement des bornes libre accès est pourtant présenté comme une priorité de l'action publique. «On a eu tort de ne pas s'engager plus tôt dans cette voie, pensant que les choses se feraient par elles-mêmes», estime Alain Giffard, patron d'une «mission interministérielle pour l'accès public à l'Internet et au multimédia. Venu inaugurer une Cyberbase à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le Premier ministre a annoncé le déploiement de 7 000 lieux d'accès publics d'ici 2003, dans le métro, au supermarché, à la bibliothèque, dans les agences locales pour l'emploi, etc. «On ne doit laisser personne sur le bord de la route, explique Alain Giffard, tout le monde doit pouvoir disposer d'un accès.»

Actif-DPS est une entreprise montée de toutes pièces par Richard Rogulski, ancien cadre d'IBM. Il a eu l'idée de proposer des contrats CDD et CDI à des personnes sous contrat d'insertion. Ces personnes à l'origine n'ont aucune connaissance informatiques. Leur travail consiste à ré assembler de vieux ordinateurs récupérer à moindre coût après une vérification du bon fonctionnement des différents éléments. Ces "nouveaux" ordinateurs seront ensuite revendus à des établissements ayant peu de moyens. Au bout du contrat CDD, certains des employés se verront proposer un contrat CDI, ou iront sur le marché de l'emploi avec dans leur bagage une compétence de plus d'âge aux nouvelles technologies.

b) D'autres exemples de réussite

Le service d'instantanéité offert par le Net est une bénédiction pour le développement quand il est fiable, disponible et abordable. Un groupe de femmes à Mexico a demandé, par E-mail, à des sympathisantes en Californie d'effectuer quelques recherches. Lors de l'annonce de la venue d'une nouvelle usine de textile, les femmes se sont présentées aux directeurs avec un épais document contenant des informations sur la compagnie, ses profits et les propriétaires. Les syndicats des métiers ont utilisé le Net dans leurs campagnes : il y a quelques années, les réseaux ont beaucoup aidé les travailleurs syndiqués guatémaltèques à se faire reconnaître et à obtenir des augmentations de salaire de Pepsi-Cola.

Un autre exemple du potentiel d'Internet à long terme pour encourager le développement durable du Sud : ce délicatessen d'Oakland, en Californie. Une fois par semaine, la patronne se branche sur le service Earth Market Place d'Internet. Elle reçoit les prix des produits des fermiers du Suriname via un ordinateur à Nairobi. Elle étudie leurs produits puis conclut un marché qui profitera directement aux fermiers. Cette restauratrice sait que ces produits ont été «certifiés durables» par les inspecteurs du Earth Market Place quant à leur production, transformation et transport.

Conclusion

Charlemagne ZANNOU, coordonnateur du réseau d'information et de formation au développement à OUAGADOUGOU disait : « Les pays occidentaux ont réussi leur développement grâce à leur capacité à communiquer. En Afrique, nous en sommes à réinventer la roue en permanence parce que nous ne savons pas ce que font les autres. »

La fracture numérique n'est pas seulement une affaire de niveau de qualification comme cela est souvent évoqué. Il n'y a pas d'un côté des gens d'un bon niveau qui savent utiliser les nouvelles technologies et de l'autre des gens à faible niveau de qualification qui en sont incapables. Il n'est pas évident que la non maîtrise soit rédhibitoire pour l'accès à certains métiers. C'est plus le manque d'accès à Internet dans les foyers qui est rédhibitoire.

Les nouvelles technologies et Internet en particulier vont-elles aider à la réduction des inégalités ou vont-elles les renforcer ? Aujourd'hui, le fossé se creuse doucement mais sûrement. Certes les initiatives ne manquent pas mais permettront-elles d'éradiquer cette dichotomie mondiale ? On peut en douter puisque les pays industrialisés connaissent au sein même de leurs espaces nationaux ces problèmes. Il n'est de pays sans ses Sans Domicile Fixe (S.D.F.) et l'accès aux nouvelles technologies n'est qu'un épisode de plus dans la marginalisation d'une partie de la société.

Les nouvelles technologies peuvent permettre aux pays en voie de développement de profiter de la manne importante de l'e-commerce mais il faudra pour cela que l'ensemble de la communauté internationale se prenne en main et que cesse la partialité et la recherche permanente du profit pour sacrifier plutôt la recherche du bien être de chacun. Cela fait un combat de plus à mener et à gagner pour l'O.N.U. si l'on veut un jour que la mondialisation de l'Internet ne soit pas une gageure et un vœu pieu.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
I. A FRACTURE NUMERIQUE MULTIFORME...	5
A. LA FRACTURE CULTURELLE OU LA CYBERCULTURE	5
B. UNE DICHOTOMIE MONDIALE : LE NORD ET LE SUD.....	6
1. <i>Le fossé numérique à la lumière de la répartition géographique des internautes.....</i>	<i>6</i>
2. <i>Les causes de cette fracture numérique</i>	<i>8</i>
a) Les carences	8
b) Une fracture économique	9
c) Une fracture sociale.....	10
d) Une fracture générationnelle	11
C. UNE HETEROGENEITE MEME ENTRE PAYS INDUSTRIALISES	12
1. <i>Le degré de pénétration et l'usage d'Internet est très hétérogène en Europe</i>	<i>12</i>
2. <i>La France à la traîne en Europe : pourquoi?.....</i>	<i>12</i>
D. UNE FRACTURE INTERNE AU PAYS.....	14
1. <i>L'exemple français</i>	<i>14</i>
2. <i>Une réduction progressive du fossé numérique aux U.S.A.....</i>	<i>15</i>

II.	...DES REMEDES MULTIPLES	19
A.	L'ESPOIR D'UN MONDE MEILLEUR.....	19
1.	<i>Internet vu par les promoteurs de celui-ci</i>	20
2.	<i>Internet vu par les organisations internationales</i>	21
3.	<i>Internet vu par des hommes politiques de premier plan</i>	21
B.	REDUIRE LA FRACTURE NUMERIQUE : DES BUTS DIVERGENTS.....	24
1.	<i>Dans les pays du Nord</i>	24
2.	<i>Dans les pays du sud</i>	24
a)	L'idée générale.....	24
b)	Le discours à l'ONU.	25
C.	DES MESURES CONCRETES POUR REDUIRE LA FRACTURE NUMERIQUE.....	26
1.	<i>Sur la scène internationale</i>	26
a)	Les Nations Unies ouvrent le bal.	26
b)	Les grandes sociétés à la pointe des nouvelles technologies.....	27
c)	Un melting pot de bonne volonté.....	27
2.	<i>Au sein des pays en voie de développement</i>	28
a)	Madagascar : un pays qui croit à l'intérêt des nouvelles technologies.....	28
b)	Le Cameroun investit dans le partenariat.....	29
c)	Les ONG au Brésil apportent les nouvelles technologies au sein même des favelas.	29
3.	<i>Des mesures sont prises également au sein des pays industrialisés</i>	30
a)	La France à travers plusieurs exemples.....	30
b)	D'autres exemples de réussite.....	31
	CONCLUSION	32

Bibliographie

Les ouvrages :

- Sassen, Saskia. La ville globale. Edition Descartes et cie
- Marcovitch, Emmanuel. Amérique numérique : expérience et usage d'Internet dans les villes aux Etats-Unis, Le Metafort d'Aubervilliers, 1997.
- Neveu, Erik. Une société de consommation? Montchrestien, 1994.
- Breton, Philippe. Le Culte d'Internet, La Découverte, 2000.

Les Revues :

- Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne
n°435, février 2000.
- Sciences et Vie Micro, n° de janvier, février mars, et avril 2002.
- Manière de voir (Le Monde diplomatique)
n°46, juillet-août 1999.

Les sites Internet :

- <http://interactif.lemonde.fr>
- <http://www.nua.com>
- <http://www.journaldunet.com>

Fiche Documentaire

1. Les nouvelles technologies de communication : amplificateur des fractures de la mondialisation?
2. Chef de bataillon (Armée de Terre) Frédéric ARNAULT (France)
3. 8 avril 2002
4. Division C
5. Mémoire de géopolitique
6. L'avènement d'Internet crée une dichotomie mondiale entre les personnes ayant accès aux nouvelles technologies de communications et les autres. Les pays ne sont pas logés à la même enseigne entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Au sein même des pays, les disparités voient le jour. Avant que ne soit créé "les PC du cœur", des mesures doivent être prises pour éviter une généralisation de la fracture numérique. Les instances internationales et les entreprises, malgré des buts parfois divergents tentent d'y remédier.
7. fracture numérique, Internet, nouvelles techniques de communication.